



Études & Conseil
Stratégie
Marketing
Management Social & Organisation
Lobbying Social

La note sociale EPSY

N°65 – Septembre 2008

*Quand l'entreprise redevient
le lieu d'expression des mécontentements*

Tous les ingrédients d'une rentrée sociale extrêmement tendue sont à ce jour réunis : crise financière, crise économique, crise de confiance dans le politique et dans l'entreprise¹. S'y ajoutent un désamour croissant vis-à-vis de l'Europe et des inquiétudes quant à nos engagements extérieurs .

Tous ces facteurs sont amplifiés par l'ampleur des chantiers ouverts par le gouvernement, dans un calendrier court, qui remettent en cause des situations acquises réelles ou supposées (LME, 35 heures, révision des RTT pour l'encadrement, réforme de l'Education nationale ou encore volonté affichée d'un retour à l'activité pour les plus âgés), **et brouillent les repères traditionnels.**

Quant aux partenaires sociaux, ils sont englués dans des réformes qui engagent leur survie et qui concernent :

- **D'une part** l'avenir de leurs forces militantes dans la mesure où **les grandes entreprises publiques changent de statut** (GDF, EDF, La Poste) et c'est là qu'elles se trouvent,
- **D'autre part les conséquences de la réforme de la représentativité** sur non seulement l'avenir de certains syndicats, mais également de leurs représentants².

Mais la situation est très paradoxale car la plupart des réformes sont approuvées par la majorité de la population³ alors même que de

¹ L'image de nombreuses sociétés du CAC 40 a été sérieusement écornée tant auprès de leurs salariés (conséquences sur la participation) que des actionnaires particuliers. Phénomène qui n'épargne pas les autres secteurs comme celui de l'économie sociale et celui du mutualisme où s'ajoute la problématique de sociétaires en perte de repères, voire en "expectative" pour une part significative d'entre eux.

² Une réforme qui ressemble à s'y méprendre au système américain de la (dé)certification.

³ 52% des Français estiment que le gouvernement a raison d'aller plus loin dans la réforme des 35 heures.



nombreuses professions sont déjà dans la rue pour défendre leurs privilèges.

Tout le monde y va de son cortège, mais chacun prend bien soin d'éviter celui des autres. Comme le dit non sans humour un syndicaliste : *"on va tous dans le même sens, mais chacun reste sur sa file !"*

Le plus caricatural étant dans les transports où d'une part, les taxis évitent les ambulanciers et d'autre part les transporteurs affiliés à la FNTR manifestent à l'écart de ceux de l'UNOSTRA. Quant aux pêcheurs, leurs représentants ne *"frayent"* pas avec les agriculteurs et encore moins avec leurs collègues européens, de même les enseignants ignorent le malaise hospitalier... Les pavés sont même foulés par des professions peu coutumières de la manifestation de rue comme les pharmaciens ou les commissaires aux comptes, par exemple....

A croire qu'en cette fin d'été **l'action collective a laissé la place à l'action catégorielle, voire corporatiste** au sens le plus étroit du terme, mode d'action traditionnel des classes moyennes.

Comme le fait remarquer un expert social très proche du pouvoir, ***"l'atomisation des mécontentements est le meilleur rempart contre une crise sociale profonde. Tout le monde défile, même violemment parfois, mais rien ne se passe. Toute la question est de savoir combien de temps cette situation peut perdurer"***, alors même que les prévisions économiques pour le second semestre s'annoncent pour le moins maussades, d'après l'ensemble de la communauté des prévisionnistes.

Ce constat illustre bien le contexte actuel où aucun acteur institutionnel n'a intérêt à susciter des débordements qui ne pourraient être récupérés par une opposition politique convalescente, toujours à la recherche d'un leader et par des syndicats incapables de mobiliser au-delà de leur noyau dur de militants...

Si la porte semble fermée aux mouvements nationaux de grande ampleur, la conflictualité n'est pas absente pour autant. Elle se déplace au sein même des entreprises et par là-même, elle est moins visible⁴ et donc moins perturbante.

66% des Français estiment que la grève (de juin) contre la réorganisation du fret à la SNCF n'est pas justifiée. 53% des Français estiment que les appels à la grève contre les réformes de la fonction publique ne sont pas légitimes – source Le Figaro/LCI, le 13 juin 2008..

⁴ Plusieurs études montrent une tendance à la baisse des jours de grève depuis plusieurs années. Dernière en date, le bilan de la négociation collective en 2007 publié fin juin 2008 par le ministère du Travail, qui fait état d'un *"recul des grèves en 2006"*. Le nombre d'entreprises ayant déclaré au moins une grève en 2006 a ainsi baissé de 29% par rapport à 2005, et le nombre de journées perdues de 23%. Selon la Dares, *"la division par deux du nombre de journées de grève dans les transports contribue largement à la baisse globale"*. Ainsi en 30 ans, le nombre de jours non travaillés pour fait de grève dans les entreprises s'est effondré : de 4 millions en 1976 à 1,4 million en 2006. **En revanche, les conflits du travail sont plus nombreux. Les salariés privilégient en effet de plus en plus le débrayage, la manifestation ou la pétition. La Dares considère même que l'inspection du travail, qui fait remonter les chiffres aux services statistiques, "sous-estime les arrêts de moins de deux jours et les débrayages"**.



La rentrée 2008 ne sera donc pas marquée par de grands mouvements sociaux, **mais par une multitude de conflits localisés dont la durée dépendra des rapports de force et pouvant se terminer, ce qui est le plus grave, par des formes larvées de grève du zèle.**

Rappelons qu'en 2007, 20% des entreprises avaient connu des conflits sociaux. Pour le premier semestre 2008, le pourcentage est passé à 30% et la tendance est à une amplification du phénomène, estime François Chérèque⁵.

Ne pouvant se refaire une image au plan national, tous les syndicats vont chercher à exploiter les mécontentements locaux pour faire plier les directions et les inciter à lâcher sur le pouvoir d'achat quelque soit le motif d'origine du conflit.

Ils se constitueront ainsi des réserves de voix bien utiles pour préserver leur représentativité et les mandats de leurs représentants. **L'inquiétude de certains est de plus en plus palpable** et il est probable qu'ils feront tout pour préserver leur statut, ce qui conduira à des alliances et positions inédites où les plus réformistes au plan national ou des branches pourront prendre des positions ultras au plan local...

Depuis plus de 20 ans, EPSY intervient en qualité d'expert en questions sociales dans les principaux secteurs : industrie, commerce, service et banque.

Pour toute information complémentaire ou pour une présentation plus en détail de nos champs de compétence et de nos outils de diagnostic, vos contacts :

Jean-Claude Ducatte / Clémentine Berger

Par téléphone au 01.47.61.85.85

Ou par mail : ducatte@epsy.com / berger@epsy.com

EPSY intervient également à la demande dans le cadre de vos conventions, séminaires, assemblées, conférences, formations...

Retrouvez toutes nos coordonnées sur le site www.epsy.com

⁵ Interview de François Chérèque sur France Inter, le 1^{er} septembre 2008.